

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.813/4
DU 9 FÉVRIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 12 janvier 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant transposition de la Directive 2007/46/CE du Parlement et du Conseil du 5 septembre 2007, établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules (directive-cadre) et portant modification de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalité préalable

Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que la copie du procès-verbal de la réunion de la Conférence Interministérielle de la Mobilité, de l'Infrastructure et des Télécommunications du 15 décembre 2008, à laquelle ont assisté des agents de l'autorité fédérale et des régions flamande et de Bruxelles-Capitale, ainsi que les courriers qui ont été adressés aux trois gouvernements régionaux le 22 décembre 2008.

Il revient à l'auteur du projet de veiller à ce que cette formalité préalable soit menée à bonne fin.

Intitulé

1. La mention du fait que le projet vise à transposer la directive 2007/46/CE du Parlement et du Conseil européen du 5 septembre 2007, établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules, doit faire l'objet d'un nouvel article 1^{er}, plutôt que d'alourdir sans nécessité l'intitulé du projet.

.../...

2. La transposition de la directive 2003/37/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003, concernant la réception par type des tracteurs agricoles ou forestiers, de leurs remorques et de leurs engins interchangeable tractés, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques de ces véhicules, et abrogeant la directive 74/150/CEE, qui n'est pas mentionnée dans l'intitulé du projet, doit également l'être dans ce nouvel article 1^{er} du dispositif, afin de se conformer à son article 22, paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

Préambule

Alinéas 1^{er} et 2

1. Il n'y a pas lieu de viser au préambule du projet les directives 2007/46/CE et 2003/37/CE, précitées. Ces deux directives ne peuvent, en effet, procurer de fondement légal à l'arrêté en projet.

Les deux alinéas qui les visent seront donc omis.

2. Il y a par contre lieu de consacrer un nouvel alinéa 1^{er} au visa de l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, lequel constitue le fondement légal du projet.

Alinéa 4

Il n'y a pas lieu de viser au préambule du projet, l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité. Le projet n'y apporte, en effet, aucune modification.

L'alinéa 4 du préambule sera donc omis.

.../...

Alinéa 5 (nouveau)

Un nouvel alinéa 5 visant l'accord du Secrétaire d'État au Budget, sera inséré dans le préambule dès qu'il aura été obtenu.

Alinéa 7

Il convient d'écrire :

"Vu l'avis 45.813/4 du Conseil d'État, donné le 9 février 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ⁽¹⁾.

DispositifArticle 1^{er}

(devenant article 2)

L'article 1^{er}, § 1^{er}, 9/, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité (article 1^{er}, (devenant article 2), 10/, du projet), fait en partie double emploi avec l'énumération figurant déjà à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1, b), du même arrêté.

La disposition à l'examen sera revue afin d'éviter ce doublon.

⁽¹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2 www.raadvst-consetat.be, (09/02/2009).

Article 3
(devenant article 4)

1. Il n'y a pas lieu de répéter l'obligation de motiver formellement les décisions prises dans le cadre du dispositif réglementaire en projet, cette obligation étant déjà prévue par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. En conséquence, les mots "et est dûment motivé" doivent être omis à l'article 3*bis*, § 9, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité.

Une observation analogue vaut pour la suite du projet, notamment, l'article 16*bis* et l'article 16*ter*, § 3, 2, en projet.

2. Dans le texte français de l'article 4*bis*, 2 (lire : § 2) , alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité (article 3, devenant article 4, du projet), il convient d'ajouter le verbe "désigne" entre les mots "le Ministre compétent pour la circulation routière" et les mots "les organismes habilités" ⁽²⁾.

3. À l'article 7, § 3, 1, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, les mots "les procédures décrites aux points 9, 10 et 11 s'appliquent" doivent être remplacés par "les procédures décrites au § 1^{er}, points 9, 10 et 11, s'appliquent" ⁽³⁾.

4. À l'article 7, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, il manque un paragraphe 6 entre les paragraphes 5 et 7, dont le signe typographique manque en français. Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a confirmé que le paragraphe 7 doit être numéroté paragraphe 6.

⁽²⁾ Comparer avec le texte néerlandais de la disposition en projet et avec le texte français de l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, actuel.

⁽³⁾ Comparer avec l'article 9, paragraphe 1^{er}, de la directive 2007/46/CE.

5. À l'article 8, § 5, alinéa 6, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, il convient de remplacer les mots "autres que celles visées aux alinéas 3 et 4" par les mots "autres que celles visées aux alinéas 4 et 5" ⁽⁴⁾.

6. L'article 10, § 2, 2, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité (article 3, devenant article 4, du projet), dispose :

"2. Le certificat de conformité est établi dans les trois langues officielles belges ou, à défaut, dans l'une d'entre elles au choix de l'acheteur."

L'auteur du projet n'est pas compétent pour arrêter cette disposition, laquelle relève de la compétence du législateur en matière d'emploi des langues.

L'article 10, § 2, 2, en projet, sera par conséquent omis.

Cette observation vaut également pour l'article 16, § 1^{er}, 2, alinéa 2, en projet.

7. Comme l'indiquent les "commentaires" figurant en surimpression du texte de l'article 10, § 4, 2, en projet, la notion de "poids maximal autorisé" (P.M.A.) est actuellement remplacée par celle de "masse maximale autorisée" (M.M.A.).

La disposition examinée sera corrigée sur ce point.

8. À l'article 10, § 4, 3, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que cette disposition ne peut désigner qu'une administration fédérale.

9. Dans le texte français de l'article 10, § 4, 3, 1/, en projet, le terme "het goedkeuringscertificaat" doit être traduit par "la fiche de réception".

⁽⁴⁾ Ce problème d'identification d'alinéas est une conséquence de l'insertion occasionnelle d'intitulés pour les paragraphes numérotés, laquelle doit être déconseillée.

10. À l'article 15, § 1^{er}, du projet, le point 2 doit être omis. Il s'agit en effet d'une norme dont le seul destinataire est la Commission européenne, et qui ne doit, dès lors, pas être transposée. La numérotation au point 1 doit par conséquent être omise.

11. Il n'y a pas lieu de répéter l'obligation d'indiquer les voies de recours et de leurs délais d'introduction dans les notifications, laquelle est imposée par l'article 2, 4/, de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

Par conséquent, compte tenu de l'observation 1, l'article 16*bis*, en projet, sera omis.

La même observation vaut pour l'article 16*ter*, § 3, 3, et § 7, 2, en projet.

Articles 3, 4, 5 et 6

Dans ces dispositions, il y a lieu d'omettre les intitulés qui sont inutiles.

Article 6

La disposition mentionne *in fine* "et de la mise à jour de ses annexes, eu égard à la nécessaire transposition des directives européennes". Ces mots sont inutiles.

En effet, l'exécutoire ne doit pas être confondu avec une habilitation ou une délégation conférée par le Roi au Ministre. Si telle est l'intention de l'auteur du projet en ce qui concerne l'adaptation des annexes en fonction des directives européennes futures, il y a lieu d'insérer une habilitation expresse dans une disposition distincte.

Par ailleurs, pareille habilitation trouverait mieux sa place dans l'arrêté du 15 mars 1968 lui-même.

Pareille disposition n'est cependant admissible que pour autant qu'il s'agisse de directives techniques qui ne laissent aucune marge d'appréciation lors de la transposition.

Annexes

Observation générale relative aux annexes

Les annexes doivent être numérotées et mentionner chacune qu'elles constituent une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé. Elles doivent également porter *in fine* la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du (date suivie de l'intitulé de l'arrêté)" et être revêtues des mêmes date et signatures que celles figurant sur le texte auquel elles sont annexées ⁽⁵⁾.

Annexe 1 du projet

(annexe 25 en projet)

À l'annexe 25, en projet (annexe 1 du projet), le point 2.4.2.6 doit être corrigé afin d'y renvoyer aux dispositions transposant l'annexe II, partie A, point 4.5 de la directive, à savoir l'article 1^{er}, § 2, points 98 et 99, en projet.

Annexe 3 du projet

(annexe 27 en projet)

À l'annexe 27, partie II, (e), en projet (annexe 3 du projet), il convient de viser l'annexe 35, et non l'annexe 33, en projet.

⁽⁵⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n° 172 et formule F 4-8-1, www.raadvst-consetat.be, (03/12/2008).

Annexe 4 du projet
(annexe 28 en projet)

À l'annexe 28, en projet (annexe 4 du projet), il convient de mieux différencier l'objet des dispositions de l'appendice de la partie I, de celui des dispositions de la partie III de la même annexe.

Les premières concernent la réception (CE) des véhicules de catégorie M1 produits en petites séries, conformément à l'article 12, § 1^{er}, en projet; et les secondes, la réception nationale des véhicules de catégorie M1 produits en petites séries, conformément à l'article 12, § 2, en projet.

Annexe 19 du projet
(annexe 43 en projet)

Cette annexe est inutile et sera omise.

Observations finales

1. Lorsqu'il est référé à un autre article dans un même arrêté ou lorsqu'il est renvoyé au sein du même article à un autre paragraphe ou alinéa, il est inutile de mentionner les mots "du présent article", "du présent arrêté", "de cet arrêté", ...

Le texte en projet doit en conséquence être revu pour omettre ces diverses expressions.

2. À l'article 3*bis*, en projet, il y a lieu d'écrire "directive 2003/37/CE" au lieu de "directive 2003/37/C.E.".

3. À l'article 4*bis*, en projet, il y a lieu de remplacer les mots "Notre ministre" par les mots "Le Ministre".

La même observation vaut pour l'article 8, § 5, alinéa 6, en projet.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.813/4
VAN 9 FEBRUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 januari 2009 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot omzetting van de Richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 september 2007 tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen, hun aanhangwagens en systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd (kaderrichtlijn) en tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moet in verband met het onderzochte ontwerp de procedure van het erbij betrekken van de gewestregeringen worden gevolgd.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevinden zich echter alleen het afschrift van de notulen van de vergadering d.d. 15 december 2008 van de Interministeriële Conferentie voor Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie, waaraan ambtenaren van de federale overheid en van het Vlaams en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hebben deelgenomen, alsmede de brieven die op 22 december 2008 aan de drie gewestregeringen zijn gericht.

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat dit voorafgaande vormvereiste wordt vervuld.

Opschrift

1. De vermelding dat het ontwerp strekt tot de omzetting van richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 september 2007 tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke

.../...

voertuigen zijn bestemd, moet in een nieuw artikel 1 worden opgenomen, veeleer dan dat het opschrift van het ontwerp nodeloos wordt verzwaaard.

2. De omzetting van richtlijn 2003/37/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003 betreffende de typegoedkeuring van landbouw- of bosbouwtrekkers en aanhangwagens, verwisselbare getrokken machines, systemen, onderdelen en technische eenheden daarvan en tot intrekking van richtlijn 74/450/EEG van de Raad, waarnaar niet wordt verwezen in het opschrift van het ontwerp, moet eveneens worden vermeld in dit nieuwe artikel 1 van het dispositief, zulks in overeenstemming met artikel 22, lid 1, derde alinea, ervan.

Aanhef

Eerste en tweede lid

1. Er is geen reden om in de aanhef van het ontwerp te verwijzen naar de voornoemde richtlijnen 2007/46/EG en 2003/37/EG. Deze richtlijnen verlenen immers geen rechtsgrond aan het ontwerpbesluit.

De twee leden waarin naar die richtlijnen wordt verwezen, moeten dus vervallen.

2. Daarentegen moet in een nieuw eerste lid worden verwezen naar artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, dat de rechtsgrond van het ontwerp vormt.

Vierde lid

Er is geen reden om in de aanhef van het ontwerp te verwijzen naar het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen. Het ontwerp brengt daarin immers geen enkele wijziging aan.

Het vierde lid van de aanhef moet bijgevolg vervallen.

Vijfde lid (nieuw)

In de aanhef moet een nieuw vijfde lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar de akkoordbevinding door de Staatssecretaris voor Begroting, zodra die akkoordbevinding voorhanden is.

Zevende lid

Men schrijve :

"Gelet op advies 45.813/4 van de Raad van State, gegeven op 9 februari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2, www.raadvst-consetat.be, (09/02/2009).

Dispositief

Artikel 1

(dat artikel 2 wordt)

Het ontworpen artikel 1, § 1, 9/, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen (artikel 1, 10/, van het ontwerp, dat artikel 2, 10/, wordt) is gedeeltelijk een herhaling van de opsomming die reeds voorkomt in artikel 1, § 1, 1, b), van hetzelfde besluit.

De onderzochte bepaling moet worden herzien, waarbij die herhaling wordt weggewerkt.

Artikel 3

(dat artikel 4 wordt)

1. Er is geen reden om opnieuw te wijzen op de verplichting tot uitdrukkelijke motivering van beslissingen genomen in het kader van het ontworpen voorschriftenpakket, daar ze reeds vermeld wordt in de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen. Bijgevolg moeten in het ontworpen artikel 3*bis*, § 9, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 de woorden "en wordt behoorlijk met redenen omkleed" vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp, inzonderheid de ontworpen artikelen 16*bis* en 16*ter*, § 3, 2.

2. In de Franse lezing van het ontworpen artikel 4*bis*, 2 (lees : § 2), eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 (artikel 3, dat artikel 4 van het ontwerp wordt), moet tussen de woorden "le Ministre compétent pour la circulation routière" en de woorden "les organismes habilités" het werkwoord "désigne" worden ingevoegd ⁽²⁾.

⁽²⁾ Vergelijk met de Nederlandse lezing van de ontworpen bepaling en met de Franse lezing van het huidige artikel 14, § 2, eerste lid.

3. In het ontworpen artikel 7, § 3, 1, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 moeten de woorden "De procedures beschreven in de punten 9, 10 en 11 zijn van toepassing" vervangen worden door de woorden "De procedures omschreven in § 1, punten 9, 10 en 11, zijn van toepassing" ⁽³⁾.

4. In het ontworpen artikel 7 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 ontbreekt een paragraaf 6 tussen paragraaf 5 en paragraaf 7, van welke laatste het paragraafteken ontbreekt in de Franse lezing. Daarento om uitleg gevraagd heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat paragraaf 7 moet worden vernummerd tot paragraaf 6.

5. In het ontworpen artikel 8, § 5, zesde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 moeten de woorden "die welke zijn bedoeld in 3 en 4" vervangen worden door de woorden "die, bedoeld in het vierde en het vijfde lid" ⁽⁴⁾.

6. Het ontworpen artikel 10, § 2, 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 (artikel 3, dat artikel 4 van het ontwerp wordt) bepaalt :

"2. Het certificaat van overeenstemming wordt opgesteld in een van de drie officiële Belgische landstalen of, bij gebrek daaraan, in een van die talen, naar keuze van de koper."

De steller van het ontwerp is niet bevoegd om die bepaling voor te schrijven, die ressorteert onder de bevoegdheid van de wetgever, in het kader van de wetten op het gebruik van de talen.

Het ontworpen artikel 10, § 2, 2, moet bijgevolg vervallen.

⁽³⁾ Vergelijk met artikel 9, lid 1, van richtlijn 2007/46/EG.

⁽⁴⁾ Dit probleem betreffende het aanduiden van leden is te wijten aan het feit dat voor de genummerde paragrafen occasioneel opschriften zijn toegevoegd, een werkwijze die moet worden afgeraden.

Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 16, § 1, 2, tweede lid.

7. Zoals wordt gesteld in de "commentaar" in overdruk over de tekst van het ontworpen artikel 10, § 4, 2, wordt het begrip "hoogste toegelaten gewicht" (HTG) thans vervangen door het begrip "maximale toegelaten massa" (MTM).

De onderzochte bepaling moet in dit opzicht worden aangepast.

8. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat het bepaalde in artikel 10, § 4, 3, alleen betrekking kan hebben op een federale overheidsdienst.

9. In de Franse lezing van het ontworpen artikel 10, § 4, 3, 1/, moet de term "het goedkeuringscertificaat" vertaald worden door "la fiche de réception".

10. In artikel 15, § 1, van het ontwerp moet punt 2 vervallen. Het betreft immers een voorschrift dat alleen voor de Europese Commissie is bestemd en dat derhalve niet in aanmerking komt voor omzetting. De nummering in punt 1 moet bijgevolg vervallen.

11. Er is geen grond om de verplichting te herhalen dat in de kennisgeving de mogelijkheden van beroep en de beroepstermijnen worden vermeld, daar ze wordt opgelegd bij artikel 2, 4/, van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Gelet op opmerking 1 moet het ontworpen artikel 16*bis* bijgevolg vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 16*ter*, § 3, 3, en § 7, 2.

Artikelen 3, 4, 5 en 6

In deze bepalingen dienen de opschriften, die overbodig zijn, te vervallen.

Artikel 6

De woorden "en met de bijwerking van de bijlagen ervan, rekening houdend met de noodzakelijke omzetting van de Europese richtlijnen" aan het eind van deze bepaling zijn overbodig.

De uitvoeringsbepaling mag immers niet worden verward met een machtiging of een delegatie die de Koning verleent aan de minister. Indien dit de bedoeling van de steller van het ontwerp is met betrekking tot de aanpassing van de bijlagen op basis van toekomstige Europese richtlijnen, moet in een onderscheiden bepaling een uitdrukkelijke machtiging worden ingevoerd.

Bovendien zou het beter zijn een zodanige machtiging op te nemen in het besluit van 15 maart 1968 zelf.

Zulk een bepaling is echter alleen aanvaardbaar in zoverre het technische voorschriften betreft die bij de omzetting geen enkele beoordelingsmarge laten.

Bijlagen

Algemene opmerking betreffende de bijlagen

De bijlagen moeten worden genummerd en ze moeten alle vermelden dat ze een bijlage bij het besluit vormen, met opgaaf van het opschrift van het besluit. Aan het eind ervan moet eveneens de vermelding "Gezien om gevoegd te worden bij het koninklijk besluit van (datum en opschrift van het besluit)" voorkomen, en ze moeten alle

dezelfde datum en ondertekeningsformulieren bevatten als die welke voorkomen in de tekst waarbij ze gevoegd zijn ⁽⁵⁾.

Bijlage 1 van het ontwerp
(ontworpen bijlage 25)

In de ontworpen bijlage 25 (bijlage 1 van het ontwerp) moet punt 2.4.2.6. worden aangepast, zodat erin verwezen wordt naar de bepalingen houdende omzetting van bijlage II, deel A, punt 4.5, van de richtlijn, te weten het ontworpen artikel 1, § 2, punten 98 en 99.

Bijlage 3 van het ontwerp
(ontworpen bijlage 27)

In de ontworpen bijlage 27, deel II, (e), (bijlage 3 van het ontwerp) moet worden verwezen naar de ontworpen bijlage 35 in plaats van de ontworpen bijlage 33.

Bijlage 4 van het ontwerp
(ontworpen bijlage 28)

In de ontworpen bijlage 28 (bijlage 4 van het ontwerp) moet het onderwerp van de bepalingen van het aanhangsel van deel I beter worden onderscheiden van het onderwerp van de bepalingen van deel III van dezelfde bijlage.

⁽⁵⁾ *Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 172 en formule F 4-8-1, www.raadvst-consetat.be, (03/12/2008).

De eerstgenoemde bepalingen betreffen de goedkeuring (EG) van de in kleine series gebouwde voertuigen die tot categorie M 1 behoren, overeenkomstig het ontworpen artikel 12, § 1, terwijl de laatstgenoemde bepalingen de nationale goedkeuring betreffen van de in kleine series gebouwde voertuigen die tot categorie M 1 behoren, overeenkomstig het ontworpen artikel 12, § 2.

Bijlage 19 van het ontwerp
(ontworpen bijlage 43)

Deze bijlage is overbodig en moet vervallen.

Slotopmerkingen

1. Wanneer wordt verwezen naar een ander artikel in hetzelfde besluit of wanneer in hetzelfde artikel wordt verwezen naar een andere paragraaf of een ander lid, is er geen aanleiding om de woorden "van dit artikel", "van dit besluit", ... te bezigen.

De ontwerptekst moet bijgevolg worden herzien, waarbij deze onderscheiden uitdrukkingen moeten vervallen.

2. In de Franse lezing van het ontworpen artikel 3*bis* schrijve men "directive 2003/37/CE" in plaats van "directive 2003/37/C.E.".

3. In het ontworpen artikel 4*bis* schrijve men "door de minister" in plaats van "door onze Minister".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 8, § 5, zesde lid.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE